

Mémorial

du

Memorial

des

Grand-Duché de Luxembourg.

Großherzogtums Luxemburg.



Samedi, 31 juillet 1920.

N° 54.

Samstag, 31. Juli 1920.

Arrêté grand-ducal du 26 juillet 1920 rapportant l'arrêté grand-ducal du 21 janvier 1920 sur l'institution de délégations d'employés et décrétant de nouvelles dispositions sur la matière.

Nous Charlotte, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu la loi du 31 octobre 1919 concernant le règlement légal du louage de service des employés privés;

Vu l'art. 24 de la même loi;

Vu l'arrêté grand-ducal du 21 janvier 1920, portant institution de délégations d'employés;

Vu l'arrêté grand-ducal du 9 février 1920, portant modification de l'arrêté grand-ducal du 21 janvier 1920, concernant l'institution de délégations d'employés;

Notre Conseil d'État entendu;

Sur le rapport de Notre Directeur général du commerce, de l'industrie et du travail;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. Dans toutes les entreprises qui occupent au moins 15 employés d'une façon continue, il sera institué un comité de délégation d'employés dans les deux mois de la mise en vigueur de la loi du 31 octobre 1919, respectivement du commencement d'une pareille exploitation;

Chacun des établissements distincts d'une seule et même entreprise se trouve assujéti à l'institution de ce comité de délégation.

Großh. Beschluß vom 26. Juli 1920, betreffend die Außerkraftsetzung des Großh. Beschlusses vom 21. Januar 1920 über die Errichtung von Angestellten-Ausschüssen und die Festlegung neuer einschlägiger Bestimmungen.

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 31. Oktober 1919, betreffend die gesetzliche Regelung des Dienstvertrages der Privat-Angestellten;

Nach Einsicht des Art. 24 desselben Gesetzes;

Nach Einsicht des Großh. Beschlusses vom 21. Januar 1920 über die Errichtung von Angestellten-Ausschüssen;

Nach Einsicht des Großh. Beschlusses vom 9. Februar 1920, betreffend Abänderung des Großh. Beschlusses vom 21. Januar 1920 über die Errichtung von Angestellten-Ausschüssen;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates;

Auf den Bericht Unseres General-Direktors für Handel, Industrie und Arbeit;

haben beschlossen und beschließen:

Art. 1. In allen Betrieben, in welchen mindestens 15 Angestellte dauernd beschäftigt sind, ist innerhalb zweier Monaten nach Inkrafttreten des Gesetzes vom 31. Oktober 1919, bezw. nach Eröffnung eines solchen Betriebes ein ständiger Angestellten-Ausschuß zu errichten;

Desgleichen ist in jedem Zweigunternehmen eines solchen Betriebes ein Ausschuß zu errichten;

Art. 2. Les attributions du comité de délégation consistent:

1^o à donner son avis au sujet du règlement de service de l'entreprise;

2^o à aplanir par voie de conciliation, les difficultés à surgir entre patrons et employés;

3^o à transmettre resp. les vœux des patrons et employés;

4^o à sauvegarder et à défendre les droits des employés;

5^o à participer à la gestion de toutes les institutions qui seraient créées par le patron en vue de l'amélioration de la situation de employés ou de leurs familles.

Art. 3. Le comité de délégation se compose de trois employés et de deux suppléants à élire par tous les employés, au scrutin secret à la majorité relative des voix, si le nombre des employés ne dépasse pas 50; au cas où celui-ci excède ce chiffre, le comité sera renforcé à raison d'un délégué et d'un suppléant par chaque fraction supplémentaire de 100 employés.

Art. 4. Pour les entreprises d'exploitation de chemin de fer du Grand-Duché, le nombre des membres effectifs et respectivement des suppléants du comité de délégation des employés est fixé au chiffre de douze au maximum, alors même qu'à raison du personnel occupé par elles, cette composition exigerait un nombre supérieur.

Art. 5. Pourront être membres du comité de délégation, les employés âgés de 21 ans au moins, sans distinction de nationalité ou de sexe, et ayant été occupés dans l'entreprise depuis un an, d'une façon ininterrompue, précédant immédiatement l'élection.

Toutefois, cette dernière condition d'occupation n'est pas exigée, lorsqu'il s'agit d'une entreprise nouvellement créée, n'ayant pas encore une année d'existence.

Art. 2. Der Angestellten-Ausschuß besitzt folgende Befugnisse:

1. Begutachtung der Dienstordnung;

2. Beilegung von Streitigkeiten zwischen Arbeitgeber und Arbeitnehmer auf dem Wege der Verständigung;

3. Übermittlung der Wünsche der Dienstgeber und Angestellten;

4. Wahrung aller Angestellten-Interessen;

5. Beteiligung an der Leistung sämtlicher vom Dienstgeber geschaffenen Wohlfahrts-einrichtungen zu Gunsten der Angestellten oder deren Familien.

Art. 3. Der Angestellten-Ausschuß besteht aus 3 Mitgliedern und 2 Ergänzung-mitgliedern, welche von der Gesamtheit der Angestellten in geheimer Wahl mit relativer Stimmenmehrheit gewählt werden, soweit die Zahl der Angestellten 50 nicht übersteigt. Bei Überschreitung dieser Zahl wird der Ausschuß für jede weitere 100 Angestellte um je 1 Aus-schußmitglied und 1 Ersatzmitglied verstärkt.

Art. 4. Für die Eisenbahnunternehmen des Großherzogtums ist die Zahl der wirklichen Mitglieder und der Ergänzung-mitglieder des Angestellten-Ausschusses auf die Höchstzahl von 12 Mitglieder festgesetzt, selbst dann, wenn auf Grund des tatsächlich beschäftigten Personals diese Zusammensetzung eine erhöhte Zahl verlangen würde.

Art. 5. Als Mitglieder der Ausschüsse können nur solche Angestellte ohne Unterschied der Nationalität und des Geschlechtes gewählt werden, die wenigstens 21 Jahre alt sind und seit dem der Wahl vorgehenden Jahr ununterbrochen in dem Betriebe beschäftigt sind.

Jedoch ist letztere Bedingung der Beschäftigung nicht erforderlich, soweit es sich um neu eröffnete Betriebe handelt, welche noch kein Jahr bestehen.

Art. 6. Les délégués titulaires, de même que les suppléants sont renouvelés tous les trois ans; ils peuvent être réélus à l'expiration de leur mandat.

Le Gouvernement prendra les dispositions nécessaires pour établir une procédure électorale uniforme.

Art. 7. Les fonctions des délégués sont purement honorifiques.

Les dispenses éventuelles de service dont devra jouir l'employé avec conservation de l'intégralité de ses appointements, aux fins de l'accomplissement régulier de sa mission de membre du comité de délégation, ne compte pas pour la computation du congé annuel.

Art. 8. Le patron établira les listes électorales, lesquelles devront être rendues publiques au moins huit jours avant l'élection. La convocation aux élections sera également faite par le patron. A défaut d'accomplissement de ces devoirs de la part de ce dernier, il y sera procédé par les soins de l'inspecteur du travail.

Art. 9. Le mandat de délégué titulaire ou suppléant prend fin:

- 1^o par le fait de quitter l'établissement;
- 2^o par le décès;
- 3^o par la renonciation au mandat.

En cas de démission en bloc d'une délégation d'employés, il sera procédé à de nouvelles élections dans la quinzaine; à défaut d'exécution de cette prescription, le Gouvernement désignera d'office une nouvelle délégation, en vertu de l'art. 7 de l'arrêté ministériel du 5 décembre 1919.

Aucune démission en bloc ultérieure de la part de cette nouvelle délégation, désignée soit par les élections nouvelles, soit d'office par le Gouvernement, ne sera plus admissible en vue de la cessation collective du mandat lui nouvellement octroyé.

Art. 6. Die wirklichen Mitglieder, sowie die Ergänzungsmitglieder werden alle 3 Jahre erneuert; nach Ablauf des Mandates ist ihre Wiederwahl statthaft.

Die näheren Bestimmungen über die einheitliche Wahlordnung werden durch die Regierung festgelegt.

Art. 7. Die Funktionen der Delegierten sind rein ehrenamtlich.

Notwendige Versäumnis zur Arbeitszeit wegen der Zugehörigkeit zum Angestellten-Ausschuß darf eine Minderung der Entlohnung oder Gehaltszahlung nicht zur Folge haben; die Versäumnisse dürfen desgleichen nicht auf den Jahresurlaub in Anrechnung gebracht werden.

Art. 8. Der Arbeitgeber stellt die Wählerlisten auf, welche mindestens 8 Tage vor der Wahl bekanntzu geben sind. Die Einberufung zu den Wahlen erfolgt gleichfalls durch den Arbeitgeber. Kommt letzterer diesen Verpflichtungen nicht nach, so trifft der Gewerbeinspektor die diesbezüglichen Anordnungen.

Art. 9. Das Mandat als Ausschlußmitglied oder Ersatzmitglied erlischt:

1. mit dem Ausscheiden aus dem Betriebe;
2. durch Sterbefall;
3. durch freiwillige Mandatsniederlegung.

Im Falle einer kollektiven Mandatsniederlegung des Angestellten-Ausschusses werden die neuen Wahlen innerhalb der nächsten 14 Tage vorgenommen; soweit diese Vorschrift keine Ausführung findet, wird die Regierung von Amts wegen die Ernennung einer neuen Delegation auf Grund des Art. 7 des Ministerialbeschlusses vom 5. Dezember 1919 vornehmen.

Eine nochmalige kollektive Mandatsniederlegung, sowohl für den durch Neuwahlen oder von Amts wegen bestellten Ausschuß zwecks kollektiver Einstellung des neu übertragenen Mandates kann nicht mehr entgegengenommen werden.

La dissolution du comité pour manquement grave aux dispositions légales ou réglementaires pourra être prononcée par le Directeur général du service afférent, dans la première réunion du comité à convoquer par le patron de l'entreprise ou son représentant, et à son défaut par l'inspecteur du travail.

Art. 10. Le comité désigne dans son sein un président et un secrétaire par scrutin secret, à la majorité relative des voix. Il sera procédé de même lors du renouvellement du comité après chaque période triennale.

Art. 11. Le comité de délégation sera convoqué régulièrement tous les trois mois au premier lundi, et en cas de fête légale, au lendemain du premier mois du trimestre afférent.

Ces réunions trimestrielles pourront avoir lieu pendant les heures de service des délégués.

Le président du comité de même que le patron, ont la faculté de convoquer en outre le comité, quand ils le jugeront nécessaire d'après les exigences et les intérêts légitimes du service.

Toutefois, au cas où les réunions du comité, autres que celles ordinaires trimestrielles, ainsi que celles à convoquer par le patron devraient avoir lieu pendant les heures de service de l'un ou de l'autre de ses membres, le patron en sera informé trois jours d'avance et le président du comité devra s'entendre avec le patron au sujet des réunions ainsi proposées, et en cas de désaccord à cet égard, il en sera référé, en ce qui concerne l'entreprise de l'exploitation des voies ferrées, au commissaire du Gouvernement pour les chemins de fer, à l'ingénieur des mines, relativement aux exploitations des mines et carrières, et, dans tous les autres cas, à l'inspecteur du travail. Ces fonctionnaires respectifs en décideront définitivement.

Die Auflösung des Ausschusses wegen gröblicher Verletzung seiner Gesetzes- oder Reglementspflichten kann durch den zuständigen General-Direktor erfolgen, und zwar in der ersten Ausschusssitzung, welche durch den Arbeitgeber oder dessen Beauftragten und letzten Endes durch den Gewerbeinspektor einzuberufen ist.

Art. 10. Die Mitglieder des Ausschusses wählen in geheimer Wahl und mit relativer Stimmenmehrheit einen Präsidenten und einen Sekretär aus ihrer Mitte; dasselbe geschieht bei der jeweiligen Erneuerung des Ausschusses nach Ablauf der dreijährigen Amtszeit.

Art. 11. Der Ausschuß tagt regelmäßig alle 3 Monate am ersten Montag des ersten Monats des entsprechenden Trimesters; ist dieser Montag gesetzlicher Feiertag, so kommt der Ausschuß am darauffolgenden Tage zusammen.

Diese trimestriellen Versammlungen können während der Arbeitszeit der Delegierten stattfinden.

Der Präsident des Ausschusses sowohl als der Arbeitgeber sind befugt den Ausschuß außerdem nach Bedarf und nach Ermessen zu berufen, je nachdem die berechtigten Interessen des Betriebes dies erfordern;

Falls jedoch diese letzteren, durch den Präsidenten oder den Arbeitgeber einberufenen außer-trimestriellen Sitzungen, während der Dienstzeit irgend eines der Ausschußmitglieder stattfinden sollen, so ist der Arbeitgeber 3 Tage vorher hiervon zu benachrichtigen und muß der Präsident sich mit dem Dienstgeber in betreff solcher Sitzungen ins Einvernehmen setzen; kommt eine Einigung dieserhalb nicht zustande, so wird für die Eisenbahnen der Regierungs-Eisenbahnamtsschatz, für den Gruben- und Bergbaubetrieb der Mineningenieur und in allen anderen Fällen der Gewerbeinspektor angerufen. Diese Organe entscheiden entgeltlich.

Le patron ou son remplaçant pourra être invité à assister aux délibérations du comité, sans pouvoir être présent cependant lors du vote. Il aura toujours accès aux assemblées par lui convoquées.

Art. 12. A la demande du patron ou du tiers au moins des employés de l'entreprise entière, les délégués des établissements distincts devront être convoqués par le patron à une réunion commune. Le président de l'assemblée en sera élu conformément à l'art. 10.

Art. 13. L'ordre du jour de même que le mode et la procédure des délibérations seront déterminés par le comité, lequel ne pourra délibérer qu'en présence de la majorité des membres; les décisions ne seront prises qu'à la majorité des membres présents. Les propositions et les décisions du comité devront être soumises au patron ou à son représentant. Des procès-verbaux dressés en double relateront les pourparlers du comité avec de dernier.

Art. 14. Les réunions des comités auront lieu dans un local dont la fourniture, de même que les frais de bureau, de chauffage et d'éclairage sont à charge et aux frais du patron.

Art. 15. Dans les entreprises, où le nombre des employés dépasse celui de 50, le comité de délégation pourra fixer une heure de bureau par semaine pendant laquelle les employés pourront présenter leurs vœux et plaintes. Au cas de fixation de cette heure pendant le temps de service des employés, le comité devra en convenir avec le patron. En cas de difficultés à cet égard, il en sera décidé conformément à l'art. 11.

Art. 16. Les contestations relatives aux élections pour les comités ainsi qu'à leurs attributions

Der Arbeitgeber oder dessen Vertreter kann auf Einladung des Ausschusses den Versammlungen beizuhören, jedoch nur solange, als keine Abstimmung erfolgt.

In den auf Antrag des Arbeitgebers einberufenen Sitzungen hat dieser oder dessen Vertreter ohne weiteres Zutritt.

Art. 12. Auf Antrag des Arbeitgebers oder von mindestens einem Drittel der Angestellten des Gesamtbetriebes müssen die Ausschussmitglieder der Zweigunternehmen zu einer gemeinsamen Versammlung berufen werden. Der Präsident dieser Versammlung wird in Gemäßheit des Art. 10 gewählt.

Art. 13. Die Tagesordnung, der Modus und die Prozedur der Verhandlungen werden durch den Ausschuss festgelegt; letzterer ist nur bei Anwesenheit der Mehrheit seiner Mitglieder beschlußfähig. Beschlüsse werden nur mit Stimmenmehrheit der anwesenden Mitglieder gefaßt. Die Anträge und Resolutionen sind dem Arbeitgeber oder dessen Beauftragten vorzulegen. Über die Verhandlungen der Ausschüsse mit dem Arbeitgeber oder dessen Beauftragten sind Niederschriften in duplo zu machen.

Art. 14. Die Versammlungen der Ausschüsse finden in einem von dem Arbeitgeber zur Verfügung gestellten Lokale statt; die Bureau-, Heiz- und Beleuchtungskosten fallen zu Lasten des Arbeitgebers.

Art. 15. Der Angestellten-Ausschuss kann in Betrieben mit über 50 Angestellten an einem Tage der Woche eine Bureaustunde festsetzen, während welcher die Angestellten Wünsche und Beschwerden vorbringen können. Soll die Sprechstunde innerhalb der Arbeitszeit liegen, so ist dies mit dem Arbeitgeber zu vereinbaren. Bei Unstimmigkeiten wird gemäß Art. 11 entschieden.

Art. 16. In Streitfragen über die Wahlen zu den Ausschüssen sowie über die den letzteren zu-

tions seront vidées en premier ressort par les organes respectifs désignés par l'art. 11, lesquels ont le droit d'assister aux élections et aux assemblées des comités et d'y présenter leurs observations.

Les recours contre les décisions de ces derniers seront portés devant le Directeur général du service afférent, qui en décidera sans autre recours.

Art. 17. Les arrêtés précités du 21 janvier et 9 février 1920 sur les délégations d'employés sont rapportés.

Art. 18. Notre Directeur général du commerce, de l'industrie et du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Berne, le 26 juillet 1920.

CHARLOTTE.

*Le Directeur général de commerce,
de l'industrie et du travail,
A. PESCATORE.*

Arrêté ministériel du 28 juillet 1920, portant nomination d'un assesseur près du tribunal arbitral en matière du louage de service des employés privés à Grevenmacher.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DU COMMERCE,
DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL;

Vu la loi du 31 octobre 1919, portant règlement légal du louage de service des employés privés;

Vu l'art. 26 de la même loi;

Vu l'arrêté ministériel du 21 janvier 1920, portant nomination d'assesseurs près des tribunaux arbitraux en matière du louage de service des employés privés;

Arrête :

Article unique. Est nommé assesseur-patron près du tribunal arbitral de Grevenmacher M. Antoine Wagner, industriel à Grevenmacher,

stehenden Befugnisse, entscheiden die in Art. 11 bezeichneten, entsprechenden Organe, welche auch den Wahlhandlungen und Versammlungen beizuhören und daselbst ihre Bemerkungen vorbringen können, in erster Instanz. Berufungen gegen ihre Entscheidungen sind beim zuständigen General-Direktor zulässig; letzterer entscheidet endgiltig.

Art. 17. Die vorerwähnten Großh. Beschlüsse vom 21. Januar und vom 9. Februar 1920 über die Errichtung von Angestellten-Ausschüssen sind außer Kraft gesetzt.

Art. 18. Unser General-Direktor für Handel, Industrie und Arbeit ist mit der Ausführung des gegenwärtigen Beschlusses beauftragt.

Bern, den 26. Juli 1920.

Charlotte.

*Der General-Direktor für Handel
Industrie und Arbeit,
A. Pescatore.*

Ministerialbeschluss vom 28. Juli 1920, betreffend die Ernennung eines Beisizers für das Schiedsgericht in Sachen des Dienstvertrages der Privat-Angestellten zu Grevenmacher.

Der General-Direktor des Handels,
der Industrie und der Arbeit;

Gesehen das Gesetz vom 31. Oktober 1919, betreffend die gesetzliche Regelung des Dienstvertrages der Privat-Angestellten;

Gesehen Art. 26 desselben Gesetzes;

Gesehen den Ministerialbeschluss vom 21. Januar 1920, betreffend die Ernennung von Beisizern für das Schiedsgericht in Sachen des Dienstvertrages der Privat-Angestellten;

Beschliesst:

Einziger Artikel. Als Arbeitgeber-Beisizer für das Schiedsgericht zu Grevenmacher, ist Hr. Anton Wagner, Industrieller zu Greven-

en remplacement de M. François Wirth, notaire à Wormeldange, démissionnaire. Le nouveau titulaire achèvera le temps de service de son prédécesseur.

Le présent arrêté sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 28 juillet 1920.

*Le Directeur général du commerce,
de l'industrie et du travail,*
A. PESCATORE.

*Le Directeur général de la justice
et des travaux publics,*
A. LIESCH.

Arrêté du 24 juillet 1920, concernant la police sanitaire du bétail.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE
ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE;

Revu l'arrêté du 17 juin 1920, par lequel des zones d'interdiction et d'observation ont été déterminées pour enrayer la propagation de la fièvre aphteuse dans la commune de Rodange;

Attendu que, suivant rapport du vétérinaire du Gouvernement du ressort, l'épizootie est éteinte dans la localité de Rodange, et que la désinfection réglementaire a eu lieu;

Vu la loi du 29 juillet 1912, sur la police sanitaire du bétail et l'art. 85 de l'arrêté ministériel du 4 juillet 1913, concernant l'exécution de cette loi;

Arrête:

Art. 1^{er}. L'arrêté précité du 17 juin 1920 est rapporté et les zones d'interdiction et d'observation sont supprimées.

Art. 2. Seule l'étable du sieur Fournelle-Bechet reste soumise à l'interdit, et les dispositions des art. 70, 71, 72, 73 et 77 sont applicables à l'étable en question.

nacher, in Ersetzung des demissionierenden Hrn. Franz Wirth, Notar in Wormeldingen, ernannt. Der neue Titular wird die Dienstzeit seines Vorgängers vollenden.

Gegenvärtiger Beschluß wird im „Memorial“ veröffentlicht.

Luxemburg, den 28. Juli 1920.

Der General-Direktor des Handels,
der Industrie und der Arbeit,
A. Pescatore.

Der General-Direktor der Justiz
und der öffentlichen Arbeiten,
A. Liesch.

Beschluß vom 24. Juli 1920, die Viehscheunenpolizei betreffend.

Der General-Direktor des Ackerbaus
und der sozialen Fürsorge;

Nach Einsicht des Beschlusses vom 17. Juni 1920, betreffend Festsetzung von Sperr- und Beobachtungsgebieten, um die Verschleppung der Maul- und Klauenseuche in der Gemeinde Rodingen zu verhindern;

In Erwägung, daß laut Bericht des zuständigen Staats Tierarztes, die Seuche in der Ortschaft Rodingen erloschen ist und die vorschriftsmäßige Desinfektion stattgefunden hat;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 29. Juli 1912, über die Viehscheunenpolizei, sowie des Art. 85 des Ministerialbeschlusses vom 14. Juli 1913, betreffs Ausführung dieses Gesetzes;

Beschließt:

Art. 1. Erwähnter Beschluß vom 17. Juni 1920 ist außer Kraft gesetzt und die Sperr- und Beobachtungsgebiete sind aufgehoben.

Art. 2. Nur die Stallung Fournelle-Bechet bleibt unter Sperr- und die Bestimmungen der Art. 70, 71, 72, 73 und 77 sind auf diese Stallung anwendbar.

Art. 3. Les infractions au présent arrêté seront punies des peines prévues par l'arrêté grand-ducal du 26 juin 1913, pris en exécution de la loi du 29 juillet 1912.

Art. 4. Le présent arrêté sera obligatoire le lendemain de sa publication au *Mémorial*.

Luxembourg, le 24 juillet 1920.

*Pour le Directeur général de l'agriculture
et de la prévoyance sociale,
Le Directeur général de la justice
et des travaux publics,
A. LIESCH.*

Arrêté du 29 juillet 1920, concernant la police sanitaire du bétail.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE
ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE;

Attendu que la fièvre aphteuse a fait son apparition dans la localité de Bigonville et qu'il y a urgence de prendre les mesures nécessaires pour en enrayer la propagation;

Vu la loi du 29 juillet 1912, sur la police sanitaire du bétail;

Vu les art. 70 à 77 de l'arrêté ministériel du 14 juillet 1913, concernant l'exécution de cette loi;

Arrête:

Art. 1^{er}. L'interdit est prononcé sur la localité de Bigonville et son territoire.

Les dispositions des art. 70, 71, 72, 73 et 77 de l'arrêté ministériel du 14 juillet 1913 trouveront leur application à la zone d'interdiction.

Art. 2. La zone d'observation comprendra les localités et territoires de Martelingville, Bigonville-Moulin, Boulaide, Bilsdorf, Arsdorf, Koetschette, Riesenhof, Holtz, Perlé, Wolwé-lange et Martelange.

Art. 4. Zuwiderhandlungen gegen diesen Beschluß werden mit den durch Großh. Beschluß vom 26. Juni 1913, in Ausführung des Gesetzes vom 29. Juli 1912, vorgesehenen Strafen geahndet.

Art. 5. Gegenwärtiger Beschluß tritt am Tage nach seiner Veröffentlichung im „Memorial“ in Kraft.

Luxemburg, den 24. Juli 1920.

*Für den General-Direktor des Ackerbaus
und der sozialen Fürsorge,
Der General-Direktor der Justiz
und der öffentlichen Arbeiten,
A. Liesch.*

Beschluß vom 29. Juli 1920, die Viehschnepfenpolizei betreffend.

Der General-Direktor des Ackerbaus
und der sozialen Fürsorge:

Zu Anbetracht, daß die Maul- und Klauenseuche in der Ortschaft Mondorf ausgebrochen und es dringend geboten ist, die nötigen Maßregeln zu treffen, um deren Verschleppung zu verhindern;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 29. Juli 1912, über die Viehschnepfenpolizei;

Nach Einsicht der Art. 70 bis 77 des Ministerialbeschlusses vom 14. Juli 1913, betreffs Ausführung dieses Gesetzes;

Beschließt:

Art. 1. Die Sperre ist über die Ortschaft Mondorf und deren Gemarkung verhängt.

Die Bestimmungen der Art. 70, 71, 72, 73 und 77 des Ministerialbeschlusses vom 14. Juli 1913 finden auf die Sperrzone Anwendung.

Art. 2. Das Beobachtungsgebiet umfaßt die Ortschaften Martelingville, Mondorf-Mühle, Mautschleiden, Bilsdorf, Arsdorf, Koetschette, Miesenhof, Holz, Perl, Wolwelingen, Martelingen und deren Gemarkungen.

La zone d'observation est régie par les dispositions des art. 74, 75, 76 et 77 du dit arrêté.

Art. 3. Les infractions au présent arrêté seront punies des peines prévues par l'arrêté grand-ducal du 26 juin 1913, pris en exécution de la loi du 29 juillet 1912.

Art. 4. Le présent arrêté sera obligatoire le lendemain de sa publication au *Mémorial*.

Luxembourg, le 29 juillet 1920.

*Le Directeur général de l'Agriculture
et de la prévoyance sociale,*
R. DE WAHA.

Arrêté du 29 juillet 1920, concernant la police sanitaire du bétail.

**LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE
ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE;**

Attendu que la fièvre aphteuse a fait son apparition dans la localité de Knaphoscheid et qu'il y a urgence de prendre les mesures nécessaires pour en enrayer la propagation;

Vu la loi du 29 juillet 1912, sur la police sanitaire du bétail;

Vu les art. 70 à 77 de l'arrêté ministériel du 14 juillet 1913, concernant l'exécution de cette loi;

Arrête:

Art. 1^{er}. L'interdit est prononcé sur la ferme du sieur Jean *Britz* de Knaphoscheid.

Les dispositions des art. 70, 71, 72, 73 et 77 de l'arrêté ministériel du 14 juillet 1913 trouveront leur application à la zone d'interdiction.

Art. 2. La zone d'observation comprendra les localités et territoires de Knaphoscheid, Kleinboscheid, Selscheid et moulin d'Eschweiler.

Das Beobachtungsgebiet unterliegt den Bestimmungen der Art. 74, 75, 76 und 77 desselben Beschlusses.

Art. 3. Zuwiderhandlungen gegen diesen Beschluß werden mit den durch Großh. Beschluß vom 26. Juni 1913 in Ausführung des Gesetzes vom 29. Juli 1912, vorgesehenen Strafen geahndet.

Art. 4. Gegenwärtiger Beschluß tritt am Tage nach seiner Veröffentlichung im „Mémorial“ in Kraft.

Luxemburg, den 29. Juli 1920.

*Der General-Direktor des Ackerbaus
und der sozialen Fürsorge,*
M. d e W a h a.

Beschluß vom 29. Juli 1920, die Viehseuchepolizei betreffend.

**Der General-Direktor des Ackerbaus
und der sozialen Fürsorge;**

In Anbetracht, daß die Maul- und Klauenseuche in der Ortschaft Knaphoscheid ausgebrochen und es dringend geboten ist, die nötigen Maßregeln zu treffen, um deren Verschleppung zu verhindern;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 29. Juli 1912 über die Viehseuchepolizei;

Nach Einsicht der Art. 70 bis 77 des Ministerialbeschlusses vom 14. Juli 1913, betreffs Ausführung dieses Gesetzes;

Beschließt:

Art. 1. Die Sperre ist über das Gehöft des Herrn *Johann Briß* aus Knaphoscheid verhängt.

Die Bestimmungen der Art. 70, 71, 72, 73 und 77 des Ministerialbeschlusses vom 14. Juli 1913 finden auf die Sperrzone Anwendung.

Art. 2. Das Beobachtungsgebiet umfaßt die Ortschaften Knaphoscheid, Kleinboscheid, Selscheid und Eschweiler-Mühle und deren Gemarkungen.

La zone d'observation est régie par les dispositions des art. 74, 75, 76 et 77 du dit arrêté.

Art. 3. Les infractions au présent arrêté seront punies des peines prévues par l'arrêté grand-ducal du 26 juin 1913, pris en exécution de la loi du 29 juillet 1912.

Art. 4. Le présent arrêté sera obligatoire le lendemain de sa publication au *Mémorial*.

Luxembourg, le 29 juillet 1920.

*Le Directeur général de l'agriculture
et de la prévoyance sociale,
R. DE WAHA.*

Arrêté du 30 juillet 1920, concernant la police sanitaire du bétail.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE
ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE;

Considérant que la fièvre aphteuse a fait son apparition dans le canton de Luxembourg et qu'il y a urgence de prendre les mesures nécessaires pour en enrayer la propagation;

Vu la loi du 29 juillet 1912, sur la police sanitaire du bétail;

Vu l'art. 94 n° 10 de l'arrêté grand-ducal du 26 juin 1913 et l'art. 77a de l'arrêté ministériel du 14 juillet de la même année, concernant l'exécution de cette loi;

Arrête:

Art. 1er. A l'occasion de la foire mensuelle à tenir à Luxembourg, le lundi, 9 août 1920, il est interdit d'exposer en vente et de vendre des animaux des espèces bovine, ovine, porcine et caprine sur la place du champ de foire, dans les cours et écuries des auberges, sur la voie publique et sur tous autres emplacements ouverts au public pour la vente ou le stationnement des animaux.

Das Beobachtungsgebiet unterliegt den Bestimmungen der Art. 74, 75, 76 und 77 desselben Beschlusses.

Art. 3. Zuwiderhandlungen gegen diesen Beschluß werden mit den durch Großh. Beschluß vom 26. Juni 1913, in Ausführung des Gesetzes vom 29. Juli 1912, vorgesehenen Strafen geahndet.

Art. 4. Gegenwärtiger Beschluß tritt am Tage nach seiner Veröffentlichung im „Mémorial“ in Kraft.

Luxemburg, den 29. Juli 1920.

*Der General-Direktor des Ackerbaus
und der sozialen Fürsorge;
H. de Waha.*

Beschluß vom 30. Juli 1920, die Viehsendepolizei betreffend.

Der General-Direktor des Ackerbaus
und der sozialen Fürsorge;

In Erwägung, daß die Maul- und Klauenseuche im Canton Luxemburg aufgetreten und es dringend geboten ist, Maßnahmen zu treffen, um deren Verschleppung zu verhindern;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 29. Juli 1912, über die Viehsendepolizei;

Gesehen Art. 94, Nr. 10 des Großh. Beschlusses vom 26. Juni 1913, und Art. 77a des ministeriellen Beschlusses vom 14. Juli desselben Jahres, zur Ausführung obigen Gesetzes;

Beschließt:

Art. 1. Es ist verboten zu Luxemburg, gelegentlich des am Montag, den 9. August 1920 abzuhaltenden Marktes, auf dem Schöbermehsfelde, in den Höfen und Stallungen der Gasthäuser, auf öffentlicher Straße und auf allen dem Publikum für den Verkauf und die Aufstellung von Tieren zugänglichen Plätzen, Tiere der Hornvieh-, Schafe-, Ziege- und Schweinerasse zum Verkauf auszustellen und zu verkaufen.

Art. 2. Les infractions à la disposition qui précède seront punies des peines prévues par l'arrêté grand-ducal du 26 juin 1913, pris en exécution de la loi du 29 juillet 1912.

Art. 3. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 30 juillet 1920.

*Le Directeur général de l'agriculture
et de la prévoyance sociale,*

R. DE WANA.

**Arrêté du 30 juillet 1920, concernant la police
sanitaire du bétail.**

**LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE
ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE;**

Revu l'arrêté du 11 juillet 1920, par lequel des zones d'interdiction et d'observation ont été déterminées pour enrayer la propagation de la fièvre aphteuse dans différentes localités du canton d'Echternach;

Attendu que, suivant rapport du vétérinaire du Gouvernement du ressort, l'épizootie est éteinte dans l'étable du sieur *Hirst* Jean de Steinheim, et que la désinfection réglementaire a eu lieu;

Attendu cependant que la fièvre aphteuse a été constatée dans l'étable du sieur *Hoffmann-Neierburg* de Steinheim;

Vu la loi du 29 juillet 1912, sur la police sanitaire du bétail, et l'art. 85 de l'arrêté ministériel du 14 juillet 1913, concernant l'exécution de cette loi;

Arrête:

Art. 1^{er}. L'arrêté précité du 11 juillet 1920 est modifié comme suit: L'interdit prononcé sur l'étable Jean *Hirst* de Steinheim est levé. Les étables du sieur *Hoffmann-Neierburg* sont mises en interdit.

Art. 2. Zuwiderhandlungen gegen vorstehende Bestimmung werden mit dem durch Großh. Beschluß vom 26. Juni 1913, betreffs Ausführung des Gesetzes vom 29. Juli 1912 vorgesehenen Strafen bestraft.

Art. 3. Gegenwärtiger Beschluß soll im „Mémorial“ veröffentlicht werden.

Luxemburg, den 30. Juli 1920.

*Der General-Direktor des Ackerbaus
und der sozialen Fürsorge,
M. de W a n a.*

Beschluß vom 30. Juli 1920, die Viehschneupolizei betreffend.

**Der General-Direktor des Ackerbaus
und der sozialen Fürsorge;**

Nach Einsicht des Beschlusses vom 11. Juli 1920, betreffend Festsetzung von Sperr- und Beobachtungsgebieten, um die Verschleppung der Maul- und Klauenseuche in verschiedenen Ortschaften des Kantons Echternach zu verhindern;

In Erwägung, daß laut Bericht des zuständigen Staatstierarztes, die Seuche in der Stallung des Hrn. Wirst Johann aus Steinheim erloschen ist, und die vorschriftsmäßige Desinfektion stattgefunden hat;

In Erwägung jedoch, daß die Maul- und Klauenseuche in dem Gehöft des Hrn. Hoffmann-Neierburg aus Steinheim festgestellt worden ist;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 29. Juli 1912, über die Viehschneupolizei, sowie des Art. 85 des Ministerialbeschlusses vom 14. Juli 1913, betreffs Ausführung dieses Gesetzes;

Beschließt:

Art. 1. Erwähnter Beschluß vom 11. Juli 1920 ist abgeändert wie folgt: Die über die Stallung Wirst Johann aus Steinheim verhängte Sperre ist aufgehoben.

Die Sperre ist über das Gehöft des Hrn. Hoffmann-Neierburg verhängt.

Pour le surplus, les dispositions de l'arrêté du 11 juillet 1920 resteront en vigueur.

Art. 2. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 30 juillet 1920.

*Le Directeur général de l'agriculture
et de la prévoyance sociale,
R. DE WAHA.*

Arrêté du 27 juillet 1920, portant une nouvelle délimitation des districts viticoles.

**LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE
ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE;**

Vu la loi du 12 mai 1905, concernant les mesures à prendre contre l'invasion et la propagation du phylloxéra, notamment l'art. 16 de cette loi;

Vu l'arrêté du 25 septembre 1908, pris en exécution de la même loi;

Sur le rapport de la commission spéciale instituée par arrêté du 4 décembre 1919 en vue de préparer la révision du régime phylloxérique;

Arrête:

Art. 1^{er}. Les arrêtés des 23 octobre 1913, 1^{er} décembre 1914 et 28 novembre 1916, sont modifiés comme suit:

Le vignoble du Grand-Duché de Luxembourg est divisé en 14 districts viticoles avec la délimitation suivante:

District viticole I. Les communes de Mondorf-les-Bains, Dalheim, Waldbredimus et Burmerange, non compris les lieux dits de la section de Burmerange assignés au district viticole VI.

District viticole II. — Les vignes du ban de Bech-Kleimacher situées entre la route de l'État de Remich à Schengen, les chemins « Becher Hœhl » et « Bœschelkerweg », et la ligne droite dans la direction du mur séparatif

Im Übrigen bleiben die Bestimmungen des Beschlusses vom 11. Juli 1920 in Kraft.

Art. 2. Dieser Beschluß soll im „Memorial“ veröffentlicht werden.

Luxemburg, den 30. Juli 1920.

*Der General-Direktor des Ackerbaus
und der sozialen Fürsorge,
R. de Waha.*

Beschluß vom 27. Juli 1920, betreffs Renabgrenzung der Weinbaubezirke.

**Der General-Direktor des Ackerbaus
und der sozialen Fürsorge;**

Nach Einsicht des Gesetzes vom 12. Mai 1905, betreffend die Maßregeln gegen die Einschleppung und Verbreitung der Reblaus, namentlich des Art. 16 dieses Gesetzes;

Nach Einsicht des Beschlusses vom 25. September 1908, in Ausführung desselben Gesetzes;

Auf den Bericht der durch Beschluß vom 1. Dezember 1919 eingesetzten, mit der Bearbeitung der Neuordnung der Reblausordnung betrauten Spezialkommission;

Beschließt:

Art. 1. Die Beschlüsse vom 23. Oktober 1913, 1. Dezember 1914 und 28. November 1916 sind abgeändert wie folgt:

Das Weinbauggebiet des Großherzogtums Luxemburg ist in 14 Weinbaubezirke eingeteilt, deren Begrenzung festgesetzt ist, wie folgt:

Weinbaubezirk I. Die Gemeinden Mad-Mondorf, Dalheim, Waldbredimus und Bärmeringen (für Bärmeringen die im Bezirke VI bezeichneten Ortslagen dieser Zettion nicht einbegriffen).

Weinbaubezirk II. — Die Rebpflanzen der Gemarkung Bech-Kleimacher zwischen der Staatsstraße von Remich nach Schengen, den Wegen „Becher Hœhl“ und „Bœschelkerweg“ und einer graden Linie in der Richtung der Tren-

de la cure et du cimetière de Bech-Kleinnacher jusqu'à son intersection avec le chemin « Boeschelschlerweg ».

District viticole III. Les vignes du ban de Kleinnacher, situées entre le chemin « Erdgesweg », le sentier « Ohrbechelspfad », le sentier « Dellpfad » avec sa bifurcation à gauche, et le chemin « Naumbergerweg » passant sur la hauteur.

District viticole IV. Les vignes du ban de Bech, situées entre le chemin de Bech à Elvange, le chemin dit « Lomelschlerweg », « Walergriecht » et le sentier « Jungenbergerweg ».

District viticole V. (Zone abandonnée), avec la démarcation suivante: au nord, la route de Mondorf à Remich; à l'ouest, le bois communal de Wellenstein, au sud, la route de Wellenstein à Mondorf, dite « Neuenweg »; à l'est, le chemin syndical dit « Keuerweg » et le nouveau chemin syndical au « Retschelt ».

District viticole VI. Tout le territoire des communes de Bous, Remich, Remerschen et Wellenstein, à l'exception des districts II, III, IV et V, les lieux dits « In den langen Waasen » et « In den langen Loosen », de la section de Burmerange, ainsi que les lieux dits « Kobentaelche », « Im Lamert », « Im alten Wingert », « Im Brouch » et « Im Kelsberg », de la section d'Elvange.

District viticole VII. (Zone abandonnée) comprenant:

a) toutes les vignes du ban de Wormeldingen;

b) les vignes du ban d'Ehnen, situées sur la rive gauche du ruisseau « Lemmingerbach », de Lemmingen à Ehnen et entre le chemin Lemmingen-Niederbousen jusqu'à la Moselle;

unionsmauer zwischen Pfarrhaus und Kirchhof von Bech-Kleinnacher, und von der letzteren an bis zu ihrer Kreuzung mit dem „Boeschelschlerweg“.

Weinbaubezirk III. — Die Nebpflanzungen der Gemarkung Kleinnacher zwischen dem „Erdgesweg“, dem „Ohrbechelspfad“, dem „Dellpfad“ mit seiner Verzweigung nach links, und dem über die Höhe führenden „Naumbergerweg“.

Weinbaubezirk IV. — Die Nebpflanzungen der Gemarkung Bech zwischen dem Wege von Bech nach Elvange, dem Wege gen. „Lomelschlerweg“, „Walergriecht“ und dem Pfad „Jungenbergerweg“.

Weinbaubezirk V. — (Aufgegebene Zone), mit folgender Abgrenzung: im Norden, die Straße von Mondorf nach Remich, im Westen der Gemeindevald von Wellenstein, im Süden, die Straße von Wellenstein nach Mondorf, gen. „Neuenweg“, im Osten, der Syndikatsweg, gen. „Keuerweg“ und der neue Syndikatsweg auf „Retschelt“.

Weinbaubezirk VI. — Die ganze Gemarkung der Gemeinden Bous, Remich, Remerschen und Wellenstein, mit Ausnahme der Bezirke II, III, IV und V, die Ortslagen „in den langen Waasen“ und „in den langen Loosen“ der Section Würmeringen, sowie die Ortslagen „Kobentaelche“, „Kobentaelchenfeld“, „Im Lamert“, „Im alten Wingert“, „Im Brouch“ und „Im Kelsberg“ der Section Elvange.

Weinbaubezirk VII. — (Aufgegebene Zone) begreifend:

a) alle Nebpflanzungen der Gemarkung von Wormeldingen;

b) die Nebpflanzungen der Gemarkung von Ehnen auf dem linken Ufer des Baches „Lemmingerbach“, von Lemmingen nach Ehnen und zwischen dem Weg Lemmingen-Niederbousen bis zur Mosel;

c) les vignes du ban de Lenningen, lieux dits « In den Lachen » et « Rosenen ».

District viticole VIII. — Les sections d'Ehnen et de Lenningen à l'exception des vignes situées dans le district VII.

District viticole IX. — Les vignes du ban de Stadtbredimus, lieu dit « Primerberg » limitées au sud et à l'est par le chemin dit « Primerbergerweg », au nord par des terres labourables, à l'ouest par le chemin vicinal se détachant du chemin prédit.

District viticole X. — Les vignes de la commune de Stadtbredimus, à l'exception de celles comprises dans le district IX; celles de la section de Canach de la commune de Lenningen, les sections de Beyren et Gostingen de la commune de Flaxweiler, ainsi que la section cadastrale de Kapenacker au-delà du chemin Oberdonven-Gostingen.

District viticole XI. — Les sections d'Ahm et de Machtum de la commune de Wormeldange, les sections de Oberdonven, Niederdonven et Flaxweiler de la commune de Flaxweiler.

District viticole XII. — Les communes de Grevenmacher, Mertert et Manternach.

District viticole XIII. — Les communes de Mompach, Rosport et Echternach.

District viticole XIV. — La commune de Vianden.

Sont applicables aux districts infectés II, III, IV, V, VII et VIII, les dispositions suivantes de l'arrêté du 25 septembre 1908, concernant les mesures à prendre contre l'invasion et la propagation du phylloxéra:

« Art. 8. — d) Défense est faite à toutes les personnes occupées dans les vignes contaminées de quitter le ou les foyers, sans avoir au préalable désinfecté leurs chaussures et les instruments ayant servi au labour et sans

e) die Nebpflanzungen der Gemarkung von Lenningen in den Ortslagen „in den Lachen“ und „Rosenen“.

Weinbaubezirk VIII. Die Sektionen Ehnen und Lenningen mit Ausnahme der im District VII gelegenen Nebpflanzungen.

Weinbaubezirk IX. Die Nebpflanzungen der Gemarkung Stadtbredimus, Ortslage „Primerberg“, begrenzt im Süden und im Westen durch den Weg gen. „Primerbergerweg“, im Norden durch Ackerland, im Westen durch den Gemeindeweg, der von vorgenanntem Weg ausgeht.

Weinbaubezirk X. Die Nebpflanzungen der Gemeinde Stadtbredimus, mit Ausnahme der im District IX gelegenen; diejenigen der Sektion Canach der Gemeinde Lenningen, sowie die Sektionen Beyren und Gostingen der Gemeinde Flaxweiler, sowie die Katastersektion Kapenacker jenseits des Weges Oberdonven-Gostingen.

Weinbaubezirk XI. Die Sektionen Ahm und Machtum der Gemeinde Wormeldingen, die Sektionen Oberdonven, Niederdonven und Flaxweiler der Gemeinde Flaxweiler.

Weinbaubezirk XII. Die Gemeinden Grevenmacher, Mertert und Manternach.

Weinbaubezirk XIII. Die Gemeinden Mompach, Rosport und Echternach.

Weinbaubezirk XIV. Die Gemeinde Vianden.

Für die verseuchten Bezirke II, III, IV, V, VII und VIII gelten folgende Bestimmungen des Beschlusses vom 25. September 1908, die Maßregeln gegen die Einschleppung und Verbreitung der Reblaus betreffend:

„Art. 8. — d) Allen in verseuchten Weinbergen beschäftigten Personen ist es untersagt, den oder die Herde zu verlassen, ohne vorher ihr Schuhwerk und die zum Bearbeiten des Bodens gebrauchten Geräte gehörig desinfiziert und den

» avoir soigneusement nettoyé la partie inférieure de leurs vêtements.

« *Id.* - 1) Tous les déchets de bois doivent dans les districts infectés ou déclarés suspects, être brûlés sur place.

« *Art. 9.* Il est défendu d'exporter de districts suspects d'infection des plants de vigne, partie de vigne, échelas ayant servi, liens et instruments viticoles, du fumier, du compost, de la terre provenant de plantations de vigne ou des parties constituantes du sol, ainsi que des plantes poussées en promiscuité avec des vignes ou dans le voisinage de vignes. Sont exceptés toutefois les fruits et semences à récolter au-dessus du sol.

« Des dispenses peuvent être accordées par le commissaire de district de Grevenmacher. Dans ce cas, les objets à exporter seront soumis à une désinfection complète et suffisante, sous la direction d'un expert officiel. Peuvent être dispensés de la désinfection, les instruments viticoles pour lesquels il est établi qu'ils n'ont pas encore servi.

« *Art. 10.* L'exportation de raisins de table et de vendange des mêmes districts est seulement permise.

« 1^o si les raisins de table sont emballés dans des boîtes, caisses ou paniers bien fermés, mais faciles à visiter, et

« 2^o si les raisins de vendange sont foulés en fûts dont l'extérieur est soigneusement nettoyé.

« *Art. 11.* La culture de marcottes ainsi que l'emploi de marcottes pour la replantation ou l'amélioration de vignes dans ces districts sont entièrement défendus.

« *Art. 12.* Défense est faite aux propriétaires ou détenteurs de vignes dans les districts viticoles désignés à l'art. 9 ainsi qu'à

» l'intern Teil ihrer Kleidung sorgfältig gereinigt zu haben.

» 1) Alles Abfallholz muß in den verseuchten und angrenzenden fenehverdächtig erklärten Bezirken an Ort und Stelle verbrannt werden.

« *Art. 9.* Die Ausfuhr aus fenehverdächtigen Bezirken von Reben und Rebs teilen, gebrachten Rebspfählen, Rebbändern oder Weinbaugerätschaften, von Dünger, Kompost oder aus Rebspflanzungen entnommener Erde oder einzelner Bodenbestandteile, sowie von Pflanzen, welche im Gemenge mit Reben oder in der Nähe von Reben gewachsen sind, oder von Teilen solcher Pflanzen - ausgenommen jedoch oberirdisch abzurntende Früchte und Samen - ist verboten.

« Ausnahmen kann der Distriktskommissar von Grevenmacher gestatten. In diesem Falle muß eine vollständige, genügende Desinfektion der auszuführenden Gegenstände unter Leitung eines amtlichen Sachverständigen stattfinden. Bei Weinbaugeräten, die nachweislich noch nicht gebraucht waren, kann von der Desinfektion abgesehen werden.

« *Art. 10.* Die Ausfuhr von Tafeltrauben und Trauben der Weinlese aus diesen Bezirken ist nur dann gestattet, wenn

« 1. die Tafeltrauben in wohlverwahrten und dennoch leicht zu untersuchenden Schachteln, Kisten oder Körben, und

« 2. die Trauben der Weinlese eingestampft in äußerlich gut gereinigten Fässern sich befinden.

« *Art. 11.* - Das Heranziehen von Stodsechsern (Meißlinge) sowie die Verwendung von Stodsechsern zur Uenanlage oder Ausbesserung von Rebspflanzen in diesen Bezirken ist gänzlich verboten.

« *Art. 12.* - Den Besitzern oder Inhabern von Weinbergen in den unter Art. 9 bezeichneten Weinbanbezirken sowie allen Arbeitern, welche

» tous les ouvriers occupés dans ces vignes, d'exé-
» cuter des travaux viticoles quelconques dans
» d'autres districts viticoles.

« Des dispenses individuelles peuvent être
» accordées, à des conditions spéciales, s'il n'y
» a pas de danger que le phylloxéra puisse être
» propagé par les permissionnaires.

« L'octroi de ces dispenses rentre dans les
» attributions du membre afférent du Gouver-
» nement.

Les autres districts seront régis par l'art. 4
al. 3 et 4 de la loi du 12 mai 1905.

Art. 2. Le présent arrêté sera inséré au
Mémorial.

Luxembourg, le 27 juillet 1920.

*Le Directeur général de l'agriculture
et de la prévoyance sociale,*

R. DE WAHA.

Avis. — Justice.

Par arrêté grand-ducal du 28 juillet 1920,
démission de ses fonctions a été accordée, sur
sa demande, à M. le juge de paix Jean-Pierre
Stolper.

Luxembourg, le 28 juillet 1920.

*Le Directeur général de la justice
et des travaux publics,*

A. LIESCH.

Avis. — Justice.

Par arrêté grand-ducal du 28 juillet 1920,
M. Edouard *Ferrant*, substitut du procureur
d'État à Luxembourg, a été nommé juge au
tribunal d'arrondissement de Luxembourg.

Luxembourg, le 28 juillet 1920.

*Le Directeur général de la justice
et des travaux publics,*

A. LIESCH.

„in diesen Weinbergen beschäftigt werden, ist es
„verboten, irgendwelche Weinbergsarbeiten in
„anderen Weinbaubezirken auszuführen.

„Ausnahmen für einzelne Personen, unter be-
„sonderen Bedingungen, können gestattet werden,
„wenn keine Gefahr besteht, daß durch diese Per-
„sonen die Neblaus verschleppt wird.

„Zuständig zu solchen Ermächtigungen ist das
„betreffende Regierungsmitglied.

Für die andern Bezirke ist Art. 4, Abs. 3 und
4 des Gesetzes vom 12. Mai 1905 maßgebend.

Art. 2. Gegenwärtiger Beschluß soll im „Me-
morial“ veröffentlicht werden.

Luxemburg, den 27. Juli 1920.

*Der General-Direktor des Ackerbaus
und der sozialen Fürsorge,
M. de Waha.*

Bekanntmachung. — Justiz.

Durch Großh. Beschluß vom 28. Juli 1920,
ist Hrn. Johann Peter *Stolper*, auf sein Er-
suchen, Entlassung aus seinem Amte als Frie-
densrichter gewährt worden.

Luxemburg, den 28. Juli 1920.

*Der General-Direktor der Justiz
und der öffentlichen Arbeiten,
M. Liesch.*

Bekanntmachung. — Justiz.

Durch Großh. Beschluß vom 28. Juli 1920,
ist Hr. Ed. *Ferrant*, Substitut des Staats-
anwaltes zu Luxemburg, zum Richter beim Be-
zirksgericht zu Luxemburg ernannt worden.

Luxemburg, den 28. Juli 1920.

*Der General-Direktor der Justiz
und der öffentlichen Arbeiten,
M. Liesch.*

Avis. Jurys d'examen.

Par arrêté grand-ducal du 26 juillet 1920, ont été nommés membres des jurys d'examen pour la collation des grades pendant l'année 1920—1921:

I. — Pour la philosophie et les lettres:

a) membres effectifs: MM. Joseph *Wagener*, conseiller de Gouvernement; Nicolas *Nickels*, directeur du lycée de jeunes filles d'Esch-s.-Alz.; Martin *d'Huart*, Nicolas *Braunshausen*, professeurs au gymnase de Luxembourg, et Damien *Kratzenberg*, professeur au gymnase d'Echternach.

b) Membres suppléants: MM. Michel *Gluesener*, Joseph *Tockert*, professeurs au gymnase de Luxembourg et Mathias *Tresch*, professeur à l'école industrielle et commerciale de Luxembourg.

II. — Pour les sciences physiques et mathématiques:

a) Membres effectifs: MM. Philippe *Hoffmann*, professeur à l'école industrielle et commerciale de Luxembourg; Émile *Kowalsky*, professeur au gymnase de Diekirch; Jean *Pfeiffer*, professeur à l'école industrielle et commerciale d'Esch-s.-Alz.; Joseph *Merlen*, professeur au gymnase de Diekirch, et François *Rippinger*, professeur au gymnase de Luxembourg.

b) Membres suppléants: MM. Michel *Wengler*, Jean *Koppes*, professeurs au gymnases de Luxembourg, et Pierre *Klucss*, professeur au gymnase d'Echternach.

III. — Pour les sciences naturelles:

a) Membres effectifs. MM. Jean *Thill*, professeur honoraire du gymnase de Luxembourg; Guillaume *Snisson*, Henri *Petry*, professeurs à l'école industrielle et commerciale de Luxembourg; Edmond *Klein*, professeur au gymnase de

Bekanntmachung. — Prüfungsjurys.

Durch Großh. Beschluß vom 26. Juli 1920 sind zu Mitgliedern der Prüfungsjurys für die Verleihung der Grade für das Jahr 1920—1921 ernannt worden:

I. — Für die Philosophie und Philologie:

a) zu Mitgliedern: die HH. Josef *Wagener*, Regierungsrat; Nikolaus *Nickels*, Direktor des Mädchenlyzeums zu Esch a. d. Alz.; Martin d'*Huart*, Nikolaus *Braunshausen*, Professoren am Gymnasium zu Luxemburg, und Damian *Serafenberg*, Professor am Gymnasium zu Echternach;

b) zu Ergänzungsmitgliedern: die HH. Michel *Gluesener*, Josef *Tockert*, Professoren am Gymnasium zu Luxemburg, und Mathias *Tresch*, Professor an der Industrie- und Handelsschule zu Luxemburg.

II. — für die physikalischen und mathematischen Wissenschaften.

a) zu Mitgliedern: die HH. Philipp *Hoffmann*, Professor an der Industrie- und Handelsschule zu Luxemburg; Émile *Kowalsky*, Professor am Gymnasium zu Diekirch; Johann *Pfeiffer*, Professor an der Industrie- und Handelsschule zu Esch a. d. Alz.; Josef *Merlen*, Professor am Gymnasium zu Diekirch, und Franz *Rippinger*, Professor am Gymnasium zu Luxemburg;

b) zu Ergänzungsmitgliedern: die HH. Michel *Wengler*, Johann *Koppes*, Professoren am Gymnasium zu Luxemburg, und Peter *Klucss*, Professor am Gymnasium zu Echternach.

III. — für die Naturwissenschaften:

a) zu Mitgliedern: die HH. Johann *Thill*, Ehrenprofessor des Gymnasiums zu Luxemburg; Wilhelm *Snisson*, Heinrich *Petry*, Professoren an der Industrie- und Handelsschule zu Luxemburg; Edmond *Klein*, Professor am

Luxembourg, et Eugène Bisenius, professeur à l'école industrielle et commerciale de Luxembourg.

b) Membres suppléants: MM. Gustave Faber, directeur de l'école industrielle et commerciale de Luxembourg, Jean-Pierre Faber, professeur au même établissement et Félix Heuertz, professeur au gymnase de Luxembourg.

IV. — Pour le droit:

a) membres effectifs: MM. Mathias Glaesener, procureur général d'État; Paul Ulveling, vice-président de la Cour supérieure de justice; Guillaume Leidenbach, président du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, conseiller honoraire à la Cour supérieure de justice; Léandre Lacroix et Benjamin Bonn, avocats-avoués à Luxembourg;

b) membres suppléants: MM. Charles Larue, conseiller à la Cour supérieure de justice; Auguste Thorn et Paul Ruppert, avocats-avoués à Luxembourg.

V. — Pour le notariat:

a) membres effectifs: MM. Ernest Hamelius, directeur honoraire du crédit foncier et de la caisse d'épargne; Jacques Delahaye, conseiller à la Cour supérieure de justice, Camille Weckbecker, Paul Kuborn et André Wurth, notaires à Luxembourg;

b) membres suppléants: MM. Georges Metzler, notaire à Mondorf-les-Bains; Joseph Neumann, avocat-avoué à Luxembourg et André Salentiny, notaire à Luxembourg.

VI. — Pour la médecine:

a) membres effectifs: MM. les docteurs Auguste Praum, directeur du laboratoire bactériologique à Luxembourg; Pierre Metzler, médecin-inspecteur à Esch-s.-Alz.; Jean Engling, médecin à Bettembourg, Louis Wehenkel et Norbert Pauly, médecins à Luxembourg;

Gymnasion zu Luxemburg, und Eugen Bisenius, Professor an der Industrie- und Handelsschule zu Luxemburg;

b) zu Ergänzungsmitgliedern: die Hh. Gustav Faber, Direktor der Industrie- und Handelsschule zu Luxemburg, Johann Peter Faber, Professor an derselben Anstalt, und Felix Heuertz, Professor am Gymnasion zu Luxemburg.

IV. — Für das Rechtsstudium:

a) zu Mitgliedern: die Hh. Mathias Glaesener, Oberstaatsanwalt; Paul Ulveling, Vice-Präsident des Obergerichtshofes; Wilhelm Leidenbach, Präsident des Bezirksgerichtes zu Luxemburg, Ehrenobergerichtsrat; Léandre Lacroix und Benjamin Bonn, Advokat-Anwälte zu Luxemburg;

b) zu Ergänzungsmitgliedern: die Hh. Carl Larue, Obergerichtsrat; August Thorn, und Paul Ruppert, Advokat-Anwälte zu Luxemburg;

V. — Für das Notariat:

a) zu Mitgliedern: die Hh. Ernst Hamelius, Ehrendirektor der Grundkreditanstalt und der Sparkasse; Jakob Delahaye, Obergerichtsrat; Camille Weckbecker, Paul Kuborn, und André Wurth, Notare zu Luxemburg;

b) zu Ergänzungsmitgliedern: die Hh. Georg Metzler, Notar zu Bad-Mondorf; Josef Neumann, Advokat-Anwalt zu Luxemburg und André Salentiny, Notar zu Luxemburg.

VI. — Für die Medizin.

a) zu Mitgliedern: die Hh. Dr. August Praum, Direktor des bakteriologischen Instituts zu Luxemburg; Peter Metzler, Sanitätsinspektor zu Esch a. d. Alz.; Johann Engling, Arzt zu Bettembourg; Ludwig Wehenkel, und Norbert Pauly, Ärzte zu Luxemburg;

b) membres suppléants: MM. les docteurs Auguste *Weber*, médecin-inspecteur à Eich; Eugène *Glier*, secrétaire du Collège médical à Luxembourg et Pierre *Godart*, médecin à Grevenmacher.

VII. *Pour la médecine-vétérinaire:*

a) membres effectifs: MM. Jules *Diderich*, vétérinaire du Gouvernement à Luxembourg; J.-N. *Ries*, vétérinaire du Gouvernement à Diekirch; Léandre *Spartz*, directeur de l'abattoir municipal de Luxembourg, Philippe *Simon*, vétérinaire du Gouvernement à Redange, et Jean-Pierre *Kohner*, vétérinaire à Luxembourg;

b) membres suppléants: MM. Paul *Koch*, vétérinaire à Luxembourg; Léon *Prohl*, vétérinaire à Echternach et Edouard *Lautsch*, vétérinaire à Mersch.

VIII. *Pour la pharmacie:*

a) membres effectifs: MM. Dr. Guillaume *Krombach*, médecin à Luxembourg; Camille *Aschman*, professeur à l'école agricole d'Éttelbruck; Guillaume *Welschbillig*, pharmacien à Esch-s.-Alz.; Ferdinand *Schumann*, pharmacien à Mondorf-les-Bains, et Joseph *Meisch*, pharmacien à Wiltz;

b) membres suppléants: MM. Dr. Eugène *Glier*, secrétaire du Collège médical à Luxembourg; Joseph *Schommer* et Edouard *Meyer*, pharmaciens à Luxembourg.

IX. *Pour l'art dentaire:*

a) membres effectifs: MM. Dr. Guillaume *Thinnes*, médecin à Mersch; Dr. Rodolphe *Klées*, médecin à Luxembourg; Aloyse *Decker*, Jean-Pierre *Friedrich*, dentistes à Luxembourg; et Alfred *Meyers*, dentiste à Esch-s.-Alz.;

b) membres suppléants: MM. Dr. Philogone *Nepper*, médecin à Éttelbruck; François *Wirion*, dentiste à Luxembourg, et Emile *Pauly*, dentiste à Differdange.

b) zu Ergänzungsmitgliedern: die HH. Dr. August *Weber*, Sanitätsinspektor zu Eich; Eugen *Glier* zu Luxemburg, Sekretär des Medizinalkollegiums, und Peter *Godart*, Arzt zu Grevenmacher.

VII. *Für die Tierarzneikunde:*

a) zu Mitgliedern: die HH. Julius *Diederich*, Staats-tierarzt zu Luxemburg; J. N. *Ries*, Staats-tierarzt zu Diekirch; Léandre *Spartz*, Direktor des städtischen Schlachthofes zu Luxemburg; Philippe *Simon*, Staats-tierarzt zu Medingen und Johann Peter *Stohner*, Tierarzt zu Luxemburg;

b) zu Ergänzungsmitgliedern: die HH. Paul *Koch*, Tierarzt zu Luxemburg; Leo *Prohl*, Tierarzt zu Echternach, und Édouard *Lautsch*, Tierarzt zu Mersch.

VIII. *Für die Pharmazentik:*

a) zu Mitgliedern: die HH. Dr. Wilhelm *Krombach*, Arzt zu Luxemburg; Camille *Aschman*, Professor an der Ackerbauschule zu Ettelbrück; Wilhelm *Welschbillig*, Apotheker zu Esch a. d. Alz.; Ferdinand *Schumann*, Apotheker zu Bad-Mondorf und Josef *Meisch*, Apotheker zu Wiltz;

b) zu Ergänzungsmitgliedern: die HH. Dr. Eugen *Glier*, Sekretär des Medizinalkollegiums zu Luxemburg; Josef *Schommer*, und Édouard *Meyer*, Apotheker zu Luxemburg.

IX. *Für die Zahnheilkunde:*

a) zu Mitgliedern: die HH. Dr. Wilhelm *Thinnes*, Arzt zu Mersch; Dr. Rudolf *Klées*, Arzt zu Luxemburg; Aloyse *Decker*, Johann Peter *Friedrich*, Zahnärzte zu Luxemburg und Alfred *Meyers*, Zahnarzt zu Esch a. d. Alzette;

b) zu Ergänzungsmitgliedern: die HH. Dr. Philogone *Nepper*, Arzt zu Ettelbrück; Franz *Wirion*, Zahnarzt zu Luxemburg und Emil *Pauly*, Zahnarzt zu Differdingen.

Les différents jurys se réuniront le 28 août prochain à l'hôtel du Gouvernement, à l'effet d'être installés et de recevoir communication des pièces produites par les récipiendaires qui désirent se présenter aux examens pendant la session ordinaire.

Les récipiendaires pour les diverses branches devront me faire parvenir leurs demandes avant le 24 août prochain, et y joindre:

1^o la quittance du receveur constatant le paiement des droits fixés par l'art. 43 de la loi du 8 mars 1875;

2^o les certificats et les diplômes justifiant qu'ils ont subi les examens antérieurs exigés par la loi;

3^o les certificats d'études dont les matières sont déterminées par les lois des 8 mars 1875 et 17 mai 1882 et par l'arrêté grand-ducal du 12 mars 1910.

Les récipiendaires sont priés d'indiquer dans les demandes d'admission le lieu et date de leur naissance, ainsi que l'état ou la profession de leurs parents

Luxembourg, le 27 juillet 1920.

*Le Directeur général
de l'instruction publique,
N. WELTER.*

Avis. — Postes et télégraphes.

Par arrêté grand-ducal du 18 juillet 1920, M. J.-P. Kellels, sous-chef de bureau à la perception des postes à Wiltz, a obtenu, sur sa demande, démission honorable de ses fonctions à partir du 1^{er} août prochain.

Le titre de percepteur honoraire des postes a été accordé à M. Kellels par le même arrêté.

Luxembourg, le 24 juillet 1920.

*Le Directeur général des finances,
A. NEYENS.*

Die Prüfungsjurys werden am 28. August künftig im Regierungsgebäude zu Luxemburg behufs ihrer Installation zusammentreten, alhier dieselben Mitteilung der von den Rezipienden der diesjährigen Sitzung eingereichten Schriftstücke erhalten werden.

Die Rezipienden in den verschiedenen Fächern haben mir vor dem 24. August künftig ihre Gesuche nebst folgenden Belegstücken einzureichen:

1. Die Quittung des Steuereintnehmers über die Entrichtung der durch Art. 43 des Gesetzes vom 8. März 1875 festgesetzten Gebühren;

2. die Zeugnisse und Diplome, welche bezeugen, daß sie die vorgängigen gesetzlichen Prüfungen bestanden haben;

3. die Studienzeugnisse über die durch die Gesetze vom 8. März 1875, 17. Mai 1882 und durch den Großh. Beschluß vom 12. März 1910 vorgesehenen Gegenständen;

Die Rezipienden sind gebeten, in den Zulassungsgesuchen Ort und Datum ihrer Geburt, sowie Stand oder Gewerbe ihrer Eltern anzugeben.

Luxembourg, den 27. Juli 1920.

*Der General-Direktor
des öffentlichen Unterrichts,
N. Welter.*

Bekanntmachung. — Posten und Telegraphen.

Durch Großh. Beschluß vom 18. Juli 1920 ist Hrn. J. P. Kellels, Unterbureau-Vorsteher bei der Postperzeption zu Wiltz, auf sein Ersuchen ehrenvolle Entlassung aus seinem Amt, vom 1. August künftig ab, bewilligt worden.

Durch denselben Beschluß ist ihm der Titel eines Ehren-Postperzeptors verliehen worden.

Luxembourg, den 24. Juli 1920.

*Der General-Direktor der Finanzen,
A. Neyens.*

Avis. — Changement dans l'état civil des pensionnaires de l'Etat.

Mon attention vient d'être attirée sur le fait que dans les derniers temps il est arrivé fréquemment que des administrations communales ont perdu de vue la prescription de l'arrêté royal du 23 décembre 1818, en vertu de laquelle elles sont tenues de donner immédiatement connaissance à la Direction générale des finances du décès d'un pensionnaire ou de ses enfants mineurs, survenu dans leur commune, par l'envoi d'une copie sur papier libre de l'acte de décès.

L'observation de cette prescription est de nature à provoquer des difficultés dans la liquidation des pensions et à retarder souvent la fixation de la pension revenant à la veuve ou aux enfants du pensionnaire décédé.

J'engage vivement les administrations communales à se tenir strictement, à l'avenir, aux prescriptions de l'arrêté royal prévisé.

Luxembourg, le 27 juillet 1920.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
E. REUTER.*

Circulaire aux administrations communales.

L'autorité judiciaire a rendu attentif que bien souvent, en cas de crime ou de délit grave, l'aspect primitif des lieux est changé, avant l'arrivée des agents de la police judiciaire, par le fait du public qui y a défilé, effaçant les traces utiles et touchant les objets déplacés par les délinquants.

Or, il importe de maintenir intacts le lieu du crime ou du délit grave, de même que tous les objets pouvant servir d'indices à découvrir les malfaiteurs. A ces fins, il incombe aux bourgeois, en attendant que les agents de la police judiciaire puissent être sur place, de

Bekanntmachung. — Änderungen im Zivilstand der Staatspensionäre.

Ich bin auf die Tatsache aufmerksam gemacht worden, daß in letzter Zeit die Gemeindeverwaltungen häufig die Vorschrift des kgl. Beschlusses vom 23. Dezember 1818 außer Acht gelassen haben. Gemäß dieser Vorschrift sind die Gemeindeverwaltungen verpflichtet, die Generaldirektion der Finanzen vom Ableben eines Staatspensionärs oder seiner minderjährigen Kinder in ihrer Gemeinde sofort, durch Einsendung einer stempelfreien Abschrift des Sterbeaktes in Kenntnis zu setzen.

Das Veräumen dieser Vorschrift kann zu Schwierigkeiten gelegentlich der Pensionsanweisungen und oft zu Verzögerungen in der Festsetzung der der Witve oder den Kindern des verstorbenen Staatspensionärs zukommenden Pension Anlaß geben.

Ich ersuche die Gemeindeverwaltungen in Zukunft die Vorschriften des vorerwähnten kgl. Beschlusses genau zu befolgen.

Luxemburg, den 27. Juli 1920.

*Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
E. Reuter.*

Mundschreiben an die Gemeindeverwaltungen.

Die Gerichtsbehörden haben darauf hingewiesen, daß häufig, im Fall eines Verbrechens oder schweren Vergehens, vor der Ankunft der Agenten der gerichtlichen Polizei, der ursprüngliche Ortsbefund verändert wird, indem Unbefugte den Tatort betreten und nützliche Spuren verwischen, sowie die von den Tätern angefaßten Gegenstände berühren.

Es ist jedoch von großer Wichtigkeit den Tatort und alle Gegenstände, die auf die Spur der Täter führen können, unverändert zu erhalten. Aufgabe der Bürgermeister ist es, Sorge zu tragen, daß, bis zum Eintreffen der Agenten der gerichtlichen Polizei, der Zutritt der

veiller à ce que l'accès de tout endroit où un crime ou un délit grave vient d'être découvert, soit rigoureusement interdit.

J'engage les bourgmestres à se conformer strictement à ces instructions.

Luxembourg, le 27 juillet 1920.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
E. REUTER.*

Avis. — Postes et télégraphes.

Par arrêté grand-ducal du 18 juillet 1920, M. Henri *Lugen*, commis à la direction des postes et des télégraphes, a été nommé sous-chef de bureau de l'administration des postes et des télégraphes.

Luxembourg, le 24 juillet 1920.

*Le Directeur général des finances,
A. NEYENS.*

Avis. — Contributions et accises.

Par arrêté grand-ducal du 18 juillet 1920 M. Alfred *Servais*, receveur des contributions à Diekirch, a été nommé contrôleur des contributions à Wiltz.

Luxembourg, le 24 juillet 1920.

*Le Directeur général des finances,
NEYENS.*

Avis. — Timbre.

Il résulte d'une quittance délivrée par le receveur de l'enregistrement des actes civils à Luxembourg, le 21 juillet courant, vol. 62, art. 55, que la société anonyme des Anciens Établissements Paul Würth à Luxembourg, a acquitté le droit de timbre à raison de 5000 actions de fr. 1000 chacune, émises pendant le 2^{me} trimestre 1920 et portant les n^{os} 1 à 5000.

La présente publication est destinée à satisfaire à l'art. 5 de la loi du 25 janvier 1872.

Luxembourg, le 24 juillet 1920.

*Le Directeur général des finances,
A. NEYENS.*

Ortllichkeit, wo ein Verbrechen oder ein schweres Vergehen festgestellt wird, Unbefugten strengstens untersagt bleibt.

Ich ersuche die Bürgermeister, diese Anweisungen genau zu befolgen.

Luxemburg, den 27. Juli 1920.

*Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
E. Reuter.*

Bekanntmachung. Posten und Telegraphen.

Durch Großh. Beschluß vom 18. Juli 1920 ist Hr. Heinrich *Lugen*, Kommiss bei der Post- und Telegraphendirektion, zum Unterbureau Vorsteher der Post- und Telegraphenverwaltung ernannt worden.

Luxemburg, den 24. Juli 1920.

*Der General-Direktor der Finanzen,
A. Neyens.*

Bekanntmachung. Steuer- und Akzisenverwaltung.

Durch Großh. Beschluß vom 18. Juli 1920 ist Hr. Alfred *Servais*, Steuereinknehmer zu Diekirch, zum Steuerkontrollleur in Wiltz ernannt worden.

Luxemburg, den 24. Juli 1920.

*Der General-Direktor der Finanzen,
A. Neyens.*

Bekanntmachung. Stempel.

Aus einer vom Einregistriements-Einknehmer für Zivilakte zu Luxemburg unterm 21. Juli 1920, Band 62, Art. 55 ausgestellten Quittung erhellt, daß die anonyme Gesellschaft „Anciens Établissements Paul Würth à Luxembourg“, die Stempelgebühr entrichtet hat für 5000 Aktien von einem Nominalwert von je 1000 Fr. tragend die Nrn. 1-5000.

Gegenwärtige Bekanntmachung soll der Bestimmung des Art. 5 des Gesetzes vom 25. Januar 1872 Genüge leisten.

Luxemburg, den 24. Juli 1920.

*Der General-Direktor der Finanzen,
A. Neyens.*

Avis. — Notariat.

Par arrêté grand-ducal du 29 juillet 1920 M. Léon *Faber*, notaire à Wiltz, a été nommé notaire à la résidence de Reulen, en remplacement de M. Paul *Thill*.

Par arrêté grand-ducal du 30 juillet 1920, M. Michel *Pelles*, notaire à Vianden, a été nommé notaire à la résidence de Cap, en remplacement de M. Edouard *Hemmer*, décédé.

Luxembourg, le 31 juillet 1920.

*Le Directeur général de la justice
et des travaux publics,*
A. LIESCH.

Avis. — Douanes.

Conformément au par. 60 de la loi pénale douanière il est porté à la connaissance publique qu'à la date du 9 avril 1920 un agent des douanes a saisi à Bettembourg, dans un train de marchandises partant pour Thionville, 25,50 kg. de tabac à fumer et 70 paquets de cigarettes de provenance indigène qu'un inconnu surpris en flagrant délit de contrebande a abandonnés.

Le propriétaire de ces marchandises est invité à faire valoir ses droits auprès de l'autorité sous-indiquée.

Luxembourg, le 26 juillet 1920.

Direction des Douanes,

Avis. — Douanes.

Conformément au par. 60 de la loi pénale douanière il est porté à la connaissance publique qu'à la date du 20 avril 1920 un agent de la douane a saisi à Kleinbettingen, dans un train direct arrivé de Bruxelles, 200 paquets contenant chacun 25 cigarettes de provenance belge qu'une personne inconnue y avait abandonnés sous le hanc d'un compartiment de troisième classe.

Bekanntmachung. — Notariat.

Durch Großh. Beschluß vom 29. Juli 1920 ist Hr. Leo *Faber*, Notar in Wiltz, zum Notar in Reulen, in Ersetzung des Hrn. Paul *Thill*, ernannt worden.

Durch Großh. Beschluß vom 30. Juli 1920 ist Hr. Michel *Pelles*, Notar in Vianden, zum Notar in Cap, in Ersetzung des verstorbenen Hrn. Eduard *Hemmer*, ernannt worden.

Luxemburg, den 31. Juli 1920.

*Der General-Direktor der Justiz,
und der öffentlichen Arbeiten,*
A. Liesch.

Bekanntmachung. — Zollwesen.

Auf Grund Par. 60 des Zollstrafgesetzes wird hiermit zur öffentlichen Kenntnis gebracht, daß am 9. April 1920 ein Zollbeamter zu Bettemburg in einem nach Diebentzen ausgehenden Güterzuge 25,50 kg. Rauchtabak und 70 Pakete Zigaretten inländischer Herkunft beschlagnahmt hat, die von einem Unbekannten, der auf der Tat der Ausschmückung betroffen wurde, zurückgelassen worden sind.

Ansprüche auf diese Ware sind bei der unterzeichneten Behörde geltend zu machen.

Luxemburg, den 26. Juli 1920.

Großh. Zolldirektion.

Bekanntmachung. — Zollwesen.

Auf Grund Par. 60 des Zollstrafgesetzes wird hiermit zur öffentlichen Kenntnis gebracht, daß ein Zollbeamter am 20. April 1920 zu Kleinbettingen in einem von Brüssel angekommenen Schnellzuge 200 Pakete enthaltend je 25 Stück Zigaretten belgischer Herkunft beschlagnahmt, die ein Unbekannter unter der Bank eines Abteils dritter Klasse zurückgelassen hatte.

Le propriétaire de cette marchandise est invité à faire valoir ses droits auprès de l'autorité sous-indiquée.

Luxembourg, le 26 juillet 1920.

Direction des Douanes.

Avis. — Douanes.

Conformément au par. 60 de la loi pénale douanière il est porté à la connaissance publique qu'à la date du 5 mai 1920 des agents de la douane ont saisi dans le bois situé entre Dudelange et Souftgen 49,80 kg. de tabac à fumer de provenance indigène que des personnes inconnues, surprises en flagrant délit de contrebande, ont abandonnés.

Les propriétaires de ces marchandises sont invités à faire valoir leurs droits auprès de l'autorité sous-indiquée.

Luxembourg, le 26 juillet 1920.

Direction des Douanes.

Avis. — Douanes.

Conformément au par. 60 de la loi pénale douanière il est porté à la connaissance publique qu'à la date du 11 mai 1920, sur la route de Tétange à Wolmerange, un douanier a saisi 35 kg. de tabac à fumer que deux inconnus, surpris en flagrant délit de contrebande, ont abandonné en s'éloignant.

Les propriétaires de cette marchandise sont invités à faire valoir leurs droits auprès de l'autorité sous-indiquée. (Deuxième insertion de l'avis du 26 mai 1920, Mém. N° 39, p. 572.)

Luxembourg, le 27 juillet 1920.

Direction des Douanes.

Ansprüche auf diese Waren sind bei der unterzeichneten Behörde geltend zu machen.

Luxemburg, den 26. Juli 1920.

Großh. Zolldirektion.

Bekanntmachung. Zollwesen.

Auf Grund Par. 60 des Zollstrafgesetzes wird hiermit zur öffentlichen Kenntnis gebracht, daß Zollbeamte am 5. Mai 1920 in dem zwischen Dülbelingen und Züftgen gelegenen Walde 49,80 kg. Rauchtabak inländischer Herkunft beschlagnahmt haben, die von Unbekannten, die auf der Tat der Ausschmückung betroffen wurden, zurückgelassen worden sind.

Ansprüche auf diese Ware sind bei der unterzeichneten Behörde geltend zu machen.

Luxemburg, den 26. Juli 1920.

Großh. Zolldirektion.

Bekanntmachung. Zollwesen.

Auf Grund Par. 60 des Strafgesetzes wird hiermit zur öffentlichen Kenntnis gebracht, daß am 11. Mai 1920 ein Zollbeamter auf der Straße von Tetingen nach Wolmeringen 35 kg. Rauchtabak beschlagnahmt hat, welcher von zwei Unbekannten, die auf der Tat der Ausschmückung betroffen wurden und sich entfernten, zurückgelassen worden ist.

Anspruch auf diese Ware sind bei der unterzeichneten Behörde geltend zu machen. (Zweite Insertion der Bekanntmachung vom 26. Mai 1920, Mem. Nr. 39, S. 572.)

Luxemburg, den 27. Juli 1920.

Großh. Zolldirektion.

